



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2019

- Produits des activités ordinaires de 743,8 millions \$, en hausse de 20 %, vs 618,2 millions \$ l'an dernier
- Résultat par action de 0,23 \$, en hausse par rapport à 0,22 \$ (hausse de 15 % vs 0,20 \$ abstraction faite du gain lié à ZFTC) l'an dernier
- Flux de trésorerie disponibles de 137,7 millions \$ vs 63,5 millions \$ l'an dernier
- Prises de commandes de 985,9 millions \$ pour un carnet de commandes⁽¹⁾ record de 8,7 milliards \$
- Signature d'un accord pour acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier après la clôture du trimestre

Montréal (Canada), le 13 novembre 2018 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 743,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 618,2 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se chiffre à 60,7 millions \$ (0,23 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 60,3 millions \$ (0,22 \$ par action) l'an dernier. Abstraction faite du gain réalisé sur la cession de Zhuhai Flight Training Centre (ZFTC), le résultat net aurait été de 53,3 millions \$ (0,20 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu de bons résultats au deuxième trimestre avec une croissance à deux chiffres des résultats, des flux de trésorerie disponibles solides, et un carnet de commandes record », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Je suis particulièrement heureux du progrès soutenu de notre stratégie de formation comme le démontrent les 986 millions \$ de commandes ce trimestre et les deux annonces importantes de la semaine dernière portant sur l'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier visant à élargir notre position dans le marché de l'aviation d'affaires, et une importante impartition de la formation d'une compagnie aérienne avec easyJet. Du côté du secteur Civil, nous avons généré une croissance à deux chiffres, enregistré des commandes de 575 millions \$ pour des solutions de formation, et vendu 34 FFS au premier semestre de l'exercice. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu une croissance à un chiffre dans la partie supérieure de la fourchette et enregistré des commandes de 380 millions \$. Nous sommes sur une bonne lancée dans l'ensemble de nos marchés et nous sommes sur la bonne voie pour atteindre nos perspectives de croissance. »

Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf marge opérationnelle et montants par action)

	T2-2019		T2-2018		Écart en %
				Retraité*	
Produits des activités ordinaires	\$	743,8	\$	618,2	20 %
Résultat opérationnel ⁽²⁾	\$	98,7	\$	102,8	(4) %
Marges opérationnelles	%	13,3	%	16,6	
Résultat opérationnel, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	\$	98,7	\$	88,5	12 %
Marges opérationnelles, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	%	13,3	%	14,3	
Résultat net	\$	63,6	\$	62,1	2 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	60,7	\$	60,3	1 %
Résultat par action (RPA)	\$	0,23	\$	0,22	5 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	\$	60,7	\$	53,3	14 %
RPA, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	\$	0,23	\$	0,20	15 %
Carnet de commandes total	\$	8 667,6	\$	7 004,3	24 %

* Les résultats financiers publiés ont été retraités afin de refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15.

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 393,1 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 24 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel⁽³⁾ s'est établi à 63,3 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 19 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier, abstraction faite du gain réalisé sur la cession de ZFTC. Le taux d'utilisation⁽⁴⁾ de nos centres de formation est de 72 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 575,3 millions \$, en plus d'autres contrats portant sur des coentreprises, y compris un nouveau programme de formation des élèves-pilotes (licence de pilote en équipage multiple) sur 5 ans avec Air Asia, des contrats exclusifs de formation des pilotes avec CityJet, OceanAir, LOT Polish Airlines et Air Busan, et un contrat de formation des pilotes à long terme avec Starspeed. Le secteur Civil a vendu 16 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre à des clients dans toutes les régions, ce qui porte à 34 le nombre de FFS vendus au premier semestre de l'exercice.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ est de 1,46 ce trimestre et de 1,49 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint un montant record de 4,3 milliards \$ à la fin du trimestre.

CAE a fait deux annonces importantes après la clôture du deuxième trimestre

CAE a annoncé le 8 novembre 2018 dernier qu'elle a signé un accord pour faire l'acquisition de la division BAT de Bombardier pour une valeur de 645 millions \$ US, ce qui élargit sa capacité à répondre aux besoins en formation des clients qui exploitent des avions d'affaires Bombardier qui, avec plus de 4 800 avions, est l'une des plus importantes flottes d'avions d'affaires en service au monde. L'acquisition servira également à élargir la position de CAE dans le plus important secteur du marché de la formation pour l'aviation d'affaires doté de la croissance la plus rapide, soit celui des avions d'affaires de taille moyenne et de grande taille. L'acquisition fournit à CAE des employés talentueux, de nouveaux clients et des activités de formation périodique bien établies qui sont très complémentaires au réseau de CAE. La division BAT de Bombardier inclut une flotte moderne de simulateurs de vol (FFS) et de dispositifs de formation pour les gammes d'appareils Learjet, Challenger et Global, y compris les

plus récents avions d'affaires à large fuselage Bombardier Global 5500, 6500 et 7500. L'acquisition de la division BAT de Bombardier, qui est assujettie aux approbations réglementaires, devrait se conclure d'ici la deuxième moitié de l'année civile 2019. Au cours du premier exercice suivant la clôture de la transaction, l'acquisition fournira à CAE une croissance des résultats d'un pourcentage à un chiffre (haut de la fourchette) et procurera également une croissance des flux de trésorerie disponibles⁽⁵⁾.

En plus de l'accord portant sur l'acquisition de la division BAT de Bombardier, CAE a accepté de lui verser 155 millions \$ US afin de monétiser ses obligations de paiement de redevances existantes et futures en vertu de l'accord actuel de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec le constructeur d'avions d'affaires. Cela comporte également la prolongation de l'accord ATP jusqu'en 2038. La monétisation représente la somme actualisée de redevances payable par CAE au cours des 20 prochaines années, et la transaction de monétisation devrait se conclure d'ici la clôture de l'exercice financier actuel de CAE. À la lumière de l'échéancier prévu des transactions, les perspectives de CAE pour son exercice financier 2019 demeurent inchangées.

La deuxième annonce importante depuis la clôture du trimestre porte sur l'accord à long terme d'impartition de la formation avec easyJet, d'une valeur de plus de 170 millions \$. En vertu de l'accord, tous les pilotes easyJet s'entraîneront à CAE dans trois emplacements de formation en Europe, y compris un nouveau centre de formation ultramoderne à London-Gatwick avec un espace consacré exclusivement à easyJet. Les centres seront prêts pour la formation à partir de la deuxième moitié de l'année civile 2019.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	T2-2019		T2-2018		Écart en %
				Retraité	
Produits des activités ordinaires	\$	393,1	\$	317,9	24 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	\$	63,3	\$	67,3	(6 %)
Marges opérationnelles	%	16,1	%	21,2	
ROS, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	\$	63,3	\$	53,0	19 %
Marges opérationnelles, abstraction faite du gain lié à la cession de ZFTC	%	16,1	%	16,7	
Carnet de commandes total	\$	4 310,8	\$	3 337,4	29 %
Nombre équivalent de simulateurs (NSE) ⁽⁶⁾		215		199	8 %
FFS déployés		264		249	6 %

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 320,3 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 18 % comparativement au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel est de 34,1 millions \$ (10,6 % des produits des activités ordinaires), en hausse 2 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Abstraction faite de l'incidence des coûts de réorganisation et d'intégration liés à l'achat d'AOCE, le résultat opérationnel sectoriel aurait été de 36,1 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 8 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 380,2 millions \$. Parmi les importants contrats remportés, notons un contrat pour fournir à la Royal New Zealand Air Force un nouveau dispositif d'entraînement de série CAE 700MR pour l'hélicoptère NH90 et à la U.S. Air Force des services complets d'entraînement des équipages C-130H, et des commandes pour des simulateurs C-130J additionnels. Le secteur Défense a également reçu une commande pour continuer à fournir des services d'entraînement des équipages T-44C à la U.S. Navy et un contrat de la part de la U.S. Air Force pour continuer à fournir des services d'entraînement des équipages KC-135. Ce dernier contrat inclut également la fourniture de mises à niveau et de modifications de simulateurs sur les dispositifs d'entraînement KC-135 existants de la U.S. Air Force. De plus, CAE continuera à fournir à la U.S. Army des services de soutien et de formation sur les appareils à voilure fixe au centre de formation de CAE Dothan. Au cours du trimestre, le secteur Défense a fait l'acquisition d'AOCE en vue

d'améliorer les capacités principales de CAE USA en tant qu'intégrateur de systèmes de formation (TSI), d'accroître sa position sur les plateformes ayant une longue durée de vie comme les avions de chasse, et d'élargir la capacité de CAE USA à soumissionner sur des programmes dont le niveau de sécurité est encore plus élevé aux États-Unis. L'intégration d'AOCE progresse bien et nous commençons à voir les avantages de notre meilleur accès à des marchés dont le niveau de sécurité est plus élevé.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense est de 1,19 ce trimestre et de 1,03 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 4,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2019		T2-2018		Écart en %
			Retraité		
Produits des activités ordinaires	\$	320,3	\$	272,0	18 %
Résultat opérationnel sectoriel	\$	34,1	\$	33,3	2 %
Marges opérationnelles	%	10,6	%	12,2	
Carnet de commandes total	\$	4 356,8	\$	3 666,9	19 %

Santé

Les produits des activités ordinaires pour ce secteur se chiffrent à 30,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 28,3 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 1,3 million \$, comparativement à 2,2 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier.

Le secteur Santé a lancé un simulateur d'intervention CAE CathLabVR entièrement repensé, modulaire et portatif pour la formation en matière de diagnostic et de procédures endovasculaires. De plus, CAE Santé, conjointement avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), a lancé le module Anesthesia SimSTAT – Robotic Surgery, le plus récent d'une série de modules interactifs sur écran ayant été approuvés pour le maintien de la certification en anesthésiologie.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2019		T2-2018		Écart en %
			Retraité		
Produits des activités ordinaires	\$	30,4	\$	28,3	7 %
Résultat opérationnel sectoriel	\$	1,3	\$	2,2	(41 %)
Marges opérationnelles	%	4,3	%	7,8	

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles affichent 137,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 63,5 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles découle principalement d'une baisse des investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie et d'une hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par une baisse du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 15,2 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 19 %, comparativement à 27 % au deuxième trimestre l'an dernier. La baisse du taux d'imposition ce trimestre est attribuable à la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC et à l'incidence défavorable des contrôles fiscaux au Canada l'an dernier, facteurs contrebalancés en partie par un changement dans la

composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite de l'incidence de la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC, le taux d'imposition aurait été de 23 % au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽⁷⁾ ont totalisé 40,9 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽⁸⁾ était de 795,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital total⁽⁹⁾ était de 25,8 %, comparativement à une dette nette de 811,5 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital total de 26,0 % à la fin du trimestre précédent.

Le rendement du capital utilisé⁽¹⁰⁾ était de 14,5 %, comparativement à 11,1 % l'an dernier. Abstraction faite de l'incidence du produit d'impôt sur le résultat découlant de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets tirés des transactions stratégiques relatives à nos coentreprises en Asie, le RCU aurait été de 12,8 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,10 \$ par action le 31 décembre 2018 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 14 décembre 2018.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018, CAE a racheté et annulé 1 419 600 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 26,17 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 37,2 millions \$.

Perspectives de la direction inchangées – croissance à l'exercice 2019; mise à jour des dépenses d'investissement en immobilisations (résultats ajustés en fonction de la norme IFRS 15)

Les marchés principaux de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit dépasser la croissance constante de ses marchés au cours de l'exercice 2019. Dans le secteur Civil, la Société prévoit continuer à générer une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus de 10 % étant donné que la demande actuelle pour ses solutions de formation innovatrices se traduit par des gains au niveau des parts de marché et de nouveaux partenariats en formation. De plus, le secteur Civil prévoit conserver sa position de chef de file au niveau des ventes de FFS. Du côté du secteur Défense, la Société continue à prévoir un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très grand. CAE s'attend à ce que le secteur Santé poursuive sa croissance dans les deux chiffres cette année avec sa présence encore plus vaste sur le marché, son catalogue élargi et le lancement soutenu de produits innovateurs. CAE s'attend à ce que ses revenus et ses profits soient balancés au deuxième semestre de l'exercice, en raison de l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 15 relative à la livraison des simulateurs, et d'un arrêt de travail de près de cinq semaines qui a précédé le renouvellement de la convention collective pour une période de quatre ans avec une année en option avec les employés de la Fabrication au Canada. L'entreprise travaille actuellement à accélérer la production afin d'atténuer les répercussions de cet arrêt de travail. Le financement des occasions de croissance demeure la priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continuent d'être soutenues par des clients qui impartissent de plus en plus leur formation dans ses importants marchés principaux. CAE prévoit actuellement que ses dépenses totales d'investissement en immobilisations atteindront environ 250 millions \$ à l'exercice 2019. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie d'être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses

formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2018 de CAE.

À la lumière de l'échéancier prévu des transactions relatives à l'acquisition de la division BAT par CAE, les perspectives de CAE pour son exercice financier 2019 demeurent inchangées.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

À partir du 1^{er} avril 2018, CAE a adopté la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui change la façon de comptabiliser les produits des activités ordinaires de la Société pour un certain nombre de contrats avec ses clients. L'incidence de la norme IFRS 15 pour CAE porte principalement sur le moment où les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour certains dispositifs de formation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et qui ne satisferont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces dispositifs de formation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. Bien que ces changements se répercutent sur le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie tirés des contrats. Les résultats financiers publiés dans ce communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15 étant donné que la Société a adopté la norme de façon rétrospective au cours de cet exercice financier. Pour plus de renseignements, y compris l'incidence sur les résultats de l'exercice 2018 de CAE, veuillez vous reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'EX2019

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 9 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de

plus de 180 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense dont plus de 135 000 pilotes et de milliers de professionnels de la santé dans le monde. www.cae.com

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2019 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges), toute déclaration portant sur l'acquisition de la division BAT de Bombardier, y compris les attentes, mentionnée aux présentes et toute autre déclaration qui ne porte pas sur des faits historiques. Les déclarations prospectives décrivent des attentes, des projets, des résultats ou des stratégies futurs et peuvent souvent être identifiées par l'utilisation de mots comme « anticiper », « prévoir », « croire », ainsi que d'autres expressions similaires qui ont pour but de signaler les déclarations prospectives ainsi que par l'utilisation du futur ou du conditionnel. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les déclarations prospectives, de par leur nature, sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents, et sont fondées sur diverses hypothèses, tant générales que spécifiques, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes formulées dans les énoncés prospectifs et que nos perspectives, objectifs, plans et priorités stratégiques ne soient pas atteints. Ainsi, nous ne pouvons pas garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront et nous vous avisons de ne pas vous fier outre mesure à ces énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 13 novembre 2018 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous ne nous engageons pas à mettre à jour ou à réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 13 novembre 2018. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2019 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2019 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

Importantes hypothèses

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2019 qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique modeste et hausse modérée des taux d'intérêt au cours de l'exercice 2019; un niveau soutenu de

concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles; et un marché de la défense positif soutenu.

Hypothèses concernant nos activités

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2019 qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter aux facteurs suivants : conservation de la part de marché de CAE dans le secteur de la vente de simulateurs civils malgré la concurrence au niveau des prix et capacité de CAE à augmenter sa part de marché dans le secteur de la formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 13 novembre 2018, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière pour l'exercice 2019, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2018 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles à www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles à www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2018 est également disponible à www.cae.com. L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs pour l'exercice 2019, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

⁽¹⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce

secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;

- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, tel qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽²⁾ Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

⁽³⁾ Le résultat opérationnel sectoriel est une mesure hors PCGR et est la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

⁽⁴⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de lien direct avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁵⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁶⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽⁷⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽⁸⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽⁹⁾ Le ratio de la dette nette sur le capital total représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹⁰⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Média :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé de la situation financière

(montants en millions de dollars canadiens)	30 septembre	31 mars	1 avril
	2018	2018	2017
		Retraité	Retraité
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,3 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	480,8	452,0	450,1
Actifs sur contrat	466,7	439,7	348,5
Stocks	574,5	516,1	549,0
Acomptes	56,0	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	54,4	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés	12,8	13,3	23,4
Total de l'actif courant	2 149,5 \$	2 123,3 \$	1 965,1 \$
Immobilisations corporelles	1 782,8	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	1 104,3	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence	252,7	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé	53,7	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés	11,0	11,5	16,0
Autres actifs	475,7	482,0	471,3
Total de l'actif	5 829,7 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer	732,3 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions	28,9	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer	15,5	15,3	9,6
Produits différés	9,6	10,0	11,4
Passifs sur contrat	667,2	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme	129,8	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés	9,1	18,1	15,5
Total du passif courant	1 592,4 \$	1 474,1 \$	1 411,1 \$
Provisions	37,3	39,5	39,1
Dette à long terme	1 169,6	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances	136,3	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel	175,8	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs	247,3	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé	186,5	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés	1,9	4,4	4,7
Total du passif	3 547,1 \$	3 482,7 \$	3 385,4 \$
Capitaux propres			
Capital-actions	639,3 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport	25,2	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global	165,2	260,3	191,1
Résultats non distribués	1 378,2	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 207,9 \$	2 229,1 \$	1 952,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	74,7	68,4	60,2
Total des capitaux propres	2 282,6 \$	2 297,5 \$	2 012,3 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 829,7 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$

État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	743,8 \$	618,2 \$	1 465,8 \$	1 274,4 \$
Coût des ventes	542,3	436,7	1 045,6	889,2
Marge brute	201,5 \$	181,5 \$	420,2 \$	385,2 \$
Frais de recherche et de développement	29,1	30,0	60,4	62,3
Frais de vente, généraux et d'administration	87,9	75,1	190,6	169,9
Autres profits – montant net	(9,4)	(18,3)	(14,6)	(18,0)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(4,8)	(8,1)	(13,4)	(23,1)
Résultat opérationnel	98,7 \$	102,8 \$	197,2 \$	194,1 \$
Charges financières – montant net	19,9	17,6	35,9	35,8
Résultat avant impôt sur le résultat	78,8 \$	85,2 \$	161,3 \$	158,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	15,2	23,1	26,1	35,0
Résultat net	63,6 \$	62,1 \$	135,2 \$	123,3 \$
Attribuable aux:				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	60,7 \$	60,3 \$	130,1 \$	119,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,9	1,8	5,1	3,4
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,23 \$	0,22 \$	0,49 \$	0,45 \$
Dilué	0,23 \$	0,22 \$	0,48 \$	0,44 \$

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>				
Résultat net	63,6 \$	Retraité 62,1 \$	135,2 \$	Retraité 123,3 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(65,3) \$	(64,6) \$	(86,1) \$	(73,4) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(12,6)	(19,3)	(15,9)	(20,0)
Gain des couvertures de flux de trésorerie – montant net	12,7	16,8	4,3	24,5
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(1,8)	(11,3)	0,6	(10,1)
Gain (perte) d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	8,3	19,2	(1,4)	31,4
Impôt sur le résultat	0,8	1,0	4,7	(0,1)
	(57,9) \$	(58,2) \$	(93,8) \$	(47,7) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	28,9 \$	27,5 \$	33,1 \$	0,3 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	(0,1)	—	(0,1)	—
Impôt sur le résultat	(7,7)	(7,3)	(8,8)	(0,1)
	21,1 \$	20,2 \$	24,2 \$	0,2 \$
Autres éléments du résultat global	(36,8) \$	(38,0) \$	(69,6) \$	(47,5) \$
Total du résultat global	26,8 \$	24,1 \$	65,6 \$	75,8 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	25,1 \$	23,4 \$	59,3 \$	74,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	6,3	1,2

État consolidé des variations des capitaux propres

<i>Semestre clos le 30 septembre 2018</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité)	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	130,1 \$	130,1 \$	5,1 \$	135,2 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(95,1)	24,3	(70,8)	1,2	(69,6)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(95,1) \$	154,4 \$	59,3 \$	6,3 \$	65,6 \$	
Options sur actions exercées	447 050	8,1	(1,1)	—	—	7,0	—	7,0	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 326	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(1 686 700)	(4,0)	—	—	(39,7)	(43,7)	—	(43,7)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,0	—	—	5,0	—	5,0	
Dividendes en actions	74 783	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(48,8)	(48,8)	—	(48,8)	
Soldes à la clôture de la période	266 574 989	639,3 \$	25,2 \$	165,2 \$	1 378,2 \$	2 207,9 \$	74,7 \$	2 282,6 \$	
	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
<i>Semestre clos le 30 septembre 2017</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité)	268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$	2 012,3 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	119,9 \$	119,9 \$	3,4 \$	123,3 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(45,5)	0,2	(45,3)	(2,2)	(47,5)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(45,5) \$	120,1 \$	74,6 \$	1,2 \$	75,8 \$	
Options sur actions exercées	902 400	13,5	(2,1)	—	—	11,4	—	11,4	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 082	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(1 077 400)	(2,5)	—	—	(20,1)	(22,6)	—	(22,6)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	3,7	—	—	3,7	—	3,7	
Dividendes en actions	69 245	1,5	—	—	(1,5)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(44,2)	(44,2)	—	(44,2)	
Soldes à la clôture de la période (Retraité)	268 292 551	627,9 \$	21,0 \$	145,6 \$	1 180,5 \$	1 975,0 \$	61,4 \$	2 036,4 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2018	2017
		Retraité
Activités opérationnelles		
Résultat net	135,2 \$	123,3 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	63,6	59,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	37,2	42,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(13,4)	(23,1)
Impôt sur le résultat différé	15,4	2,0
Crédits d'impôt à l'investissement	(1,9)	(5,5)
Rémunération fondée sur des actions	3,0	2,0
Régimes de retraite à prestations définies	9,4	4,7
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants	(12,6)	(20,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(6,7)	1,9
Autres	11,0	(3,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(93,7)	(106,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	146,5 \$	77,9 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(33,5) \$	(24,7) \$
Produit net de la cession de participation dans un investissement	—	114,0
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(94,0)	(73,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	2,3	15,9
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(37,6)	(20,5)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(9,7)	(4,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	7,1	17,1
Autres	4,0	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(161,4) \$	24,3 \$
Activités de financement		
Produits tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	125,0 \$	96,0 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables	(125,0)	(96,0)
Produit tiré de la dette à long terme	75,1	17,9
Remboursement sur la dette à long terme	(61,2)	(15,1)
Remboursement sur des contrats de location-financement	(5,6)	(7,0)
Dividendes versés	(48,8)	(44,2)
Émission d'actions ordinaires	7,0	11,4
Rachat d'actions ordinaires	(43,7)	(22,6)
Autres	(0,3)	(1,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(77,5) \$	(61,5) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(14,8) \$	(4,4) \$
(Diminution) hausse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(107,2) \$	36,3 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	611,5	504,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	504,3 \$	541,0 \$
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	30,2 \$	32,5 \$
Intérêts reçus	7,9	5,8
Impôt sur le résultat payé	17,2	22,2